

Carton rouge pour la France qui exclut

Anne Querrien, Jérôme Ceccaldi

DANS **MULTITUDES** 2006/3 n^o 26 , PAGES 5 À 13
ÉDITIONS **ASSOCIATION MULTITUDES**

ISSN 0292-0107

DOI 10.3917/mult.026.0005

Date de mise en ligne : 01/12/2006

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-multitudes-2006-3-page-5?lang=fr>

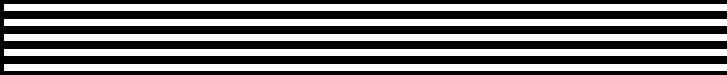


Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



carton rouge pour la France qui exclut

Anne
Querrien &
Jérôme
Ceccaldi



Si l'équipe de France de football méritait de gagner la coupe du monde 2006 pour la grâce de son jeu collectif, la France dont elle portait le maillot ne méritait pas un tel couronnement. La volte-face de Zidane est venue opportunément le rappeler. Pas la peine de supporter n'importe quelle insulte sexiste pour les beaux yeux d'un pays qui ne veut plus accueillir les gens comme lui, qui en est même arrivé à faire arrêter les enfants dans les écoles, pour endiguer une soi-disant invasion par quelques dizaines de milliers de personnes dans un pays fort de soixante millions d'habitants et d'une économie parmi les plus puissantes du monde malgré sa petitesse territoriale. Certes, Zidane n'a pas dit cela : il n'a le droit de jouer que des pieds et de la tête, il n'a le droit que de pousser un ballon. Les commentaires, d'autres se chargent de les rédiger pour lui. Il a pourtant dit stop, ça suffit, et pas stop par le haut, je pars dans les étoiles, mais stop par le bas, dans la fange où se joue le football : la violence, le sexisme, le racisme, l'exclusion. Ce sabotage de soi, de son équipe et de la France qu'il représentait, est trop inouï pour ne pas être un événement de désir, une submersion par le non-conscient. « Je préfère ne pas... jouer dans ces conditions », avon-nous compris, comme un écho au *Bartleby* d'Herman Melville.

Ces conditions insupportables sont multiples ; parmi elles la pression nouvelle accrue contre les immigrés et les sans-papiers, contre les enfants en particulier. Pendant toute la durée de la Coupe du monde, les commissariats de police français ont été pris d'assaut par des familles d'enfants sans papiers qui avaient ouï dire que le ministre de l'intérieur avait pondu une circulaire qui ouvrait la porte à la régularisation par les préfets d'un millier, voire de plusieurs milliers de familles. Cette circulaire répondait au haut-le-cœur de nombreux parents d'élèves, révoltés par les menaces d'expulsion qui pesaient sur des copains de leurs enfants. Le Réseau éducation sans frontières s'est organisé à partir de bonnes volontés locales, de l'image des Justes qui ont sauvé des enfants juifs pendant la seconde guerre mondiale. Le mot d'ordre a été : parrainer les enfants pour les démarches de régularisation, les accompagner, et les cacher en cas d'échec, avec leurs familles. Un engagement vers une bataille pour la régularisation de toutes les familles, avec le soutien logistique de la Ligue des droits de l'homme et de plusieurs mairies.

Faire venir des enfants de l'étranger, pour les élever dans des familles françaises, le ministre de l'intérieur l'admet tout à fait, il fait même subventionner les familles adoptantes par le conseil général qu'il préside. Mais pas question que la présence sur le territoire national d'un en-

fant scolarisé, scolarisation au demeurant obligatoire d'après la loi française, donne le droit à une famille d'être régularisée. Et quant à l'enfant scolarisé qui a atteint la fin de la scolarité obligatoire, il devient immédiatement expulsable comme on a pu le constater la veille de la finale de la Coupe du monde avec un jeune qui venait d'obtenir son BEP.

La France a très mal à la générosité, et on ne peut pas jouer dans ces conditions. C'est ce que Zinédine Zidane a déclaré publiquement au lendemain de l'élection du 21 avril 2002. La Coupe du monde de 1998 avait été gagnée par une équipe de France black-blanc-beur deux mois après la loi Chevènement qui a permis la régularisation de la moitié des sans-papiers présents sur le territoire. Mais cette loi mi-chèvre, mi-chou pratiquait le fameux cas par cas qui a fait si dramatiquement école depuis. Le cas par cas est là pour conserver dans toute sa splendeur l'arbitraire du souverain, qui ne trouve plus guère à s'exercer dans les relations internationales, et qui se recroqueville pour griffer symboliquement le corps des étrangers présents sur le territoire national. Pour eux, pas de droit, mais un privilège accordé à la tête du dossier. Mais enfin c'était l'espoir du début d'un mouvement, cela donnait de la joie, on pouvait se mettre à la peine, gagner.

Le même Zinédine Zidane avait d'ailleurs déjà dit que les affects colonialistes et impériaux sont très partagés dans le monde, et valent la peine qu'on les écrase du pied. Le match France-Arabie Saoudite eut lieu, par hasard sans doute, le jour même choisi par l'Algérie pour rendre l'arabe seule langue autorisée dans tout le pays, au grand dam du français et du kabyle. Les Français n'y virent évidemment que du feu, cela ne faisait que répéter notre histoire nationale, la fille aînée de la colonisation se rangeait enfin à la raison : un État, une langue. Mais un crampon essuyé sur la fesse d'un joueur arabe, comme l'ont décrit les commentateurs, témoignait peut-être que tout le monde n'était pas d'accord, au risque du sempiternel carton rouge. Il restait trois matchs, finale comprise. Il y eut deux matchs de suspension et la finale que l'on sait.

Tout cela non pas pour faire de la zizoumania, mais pour signaler à travers un exemple éclatant la présence de l'affect national, ou d'appartenance ethnique, dans tous nos gestes donc forcément dans les conduites que notre ministre de l'intérieur entend conduire à la re-nationalisation complète à l'heure de l'Internet et de la mondialisation économique. Piètre politique. La bi voire la multi-appartenance tend d'ailleurs à devenir la règle pour l'écrasante majorité de la population dont les parents ne se sont pas contentés de migrer à l'intérieur de la même région du même pays.

Les migrants qui se sont mis en mouvement pour fuir leur pays, et d'abord souvent en mouvement surplace pour faire de la politique ou simplement pour s'en sortir, n'arrivent plus selon les chemins tracés par la colonisation, avec la langue enseignée par celle-ci. Ils ont leurs propres systèmes de relations, d'attaches familiales, d'insertions minoritaires. Les options politiques communautaristes ne conviennent plus à des populations aussi différenciées par leurs trajectoires. À l'inverse, le forcing des institutions pour produire de l'individuel par les procédures d'insertion et d'intégration méconnaît la réalité des rythmes d'apprentissage, la nécessité de transitions, et surtout le caractère indispensable de la réciprocité pour une transmission réussie.

L'immigration est un mouvement qui, s'il est bloqué, se transformera en stagnation, désintégration et perversion, mais qui, s'il est reconnu dans ses nouvelles réalités d'alliance et d'élargissement à l'échelle de l'Europe et du monde, peut développer la nouvelle tendance déjà manifestement à l'œuvre chez les sportifs, chez les intellectuels, chez les syndicalistes, chez les femmes et les hommes de culture vers la multi-appartenance, la libre circulation, le mouvement comme condition d'accomplissement. Les thèmes de l'immigration zéro ou de l'immigration choisie qui font dépendre la décision des seuls pays d'accueil sont développés dans l'ignorance complète de la réalité désirante du mouvement d'immigration. Même si ce mouvement est encadré par des passeurs qui en tirent profit, ces derniers ne font jamais que capter un désir de partir qui est plus fort que tous les obstacles, notamment financiers, opposés à sa réalisation. Les risques que prennent actuellement les candidats africains à l'émigration montrent suffisamment qu'il y aurait mieux à faire de leur énergie que de la laisser se projeter mortellement sur les enceintes de Ceuta et Melilla, ou les entraîner au fond de l'Océan, entre l'Afrique et les Canaries. Les consulats existent, les médias locaux, aussi pour informer les gens : d'autres conditions de départ pourraient être proposées.

Reste l'emploi, et le logement ; là aussi, en cas de crise, l'imagination sait s'exercer et mettre en place un « new deal » comme les États-Unis des années 1930. Il faut croire que la crise n'est pas encore suffisante. Cependant, ce blocage ne peut pas se résoudre par une vision purement fonctionnelle, qui soumet les solutions à la reproduction de la configuration existante. Tous les territoires qui ont été modifiés de façon visible, l'ont été grâce à des projets mobilisant une main-d'œuvre importante, et surtout donnant une dimension artistique et prospective aux réalisations projetées. Les territoires qui nécessitent d'être entretenus, améliorés ou développés sont légion que ce soit en France ou

dans tous les pays d'où viennent ces forces migrantes qui ne trouvent pas à s'employer sur place. Le co-développement pourrait être un projet collectif au lieu d'être un pécule individuel pour un retour nullement souhaité. De nombreuses associations pratiquent ce type de co-développement, mais à toute petite échelle, pendant les vacances, et non comme un « new deal » organisé des relations entre pays. Idéalement, on ne devrait plus savoir quels sont les pays d'émigration et les pays d'immigration. Le sait-on d'ailleurs ? Met-on en regard les apports touristiques temporaires dans les pays du sud, et les flux de migrants qui se portent vers le nord ? Une telle évaluation transformerait le regard mais ne saurait servir de référence à la fixation de quotas. Ces derniers sont toujours placés à mi-chemin de la réalité, pour garder intacte la position du maître et de l'arbitre.

L'Europe s'entoure d'une ceinture de camps de rétention, comme elle s'était entourée d'une ceinture de camps de vacances, et elle utilisera peut-être les plus obsolètes de ces derniers pour ouvrir les premiers. Elle propose son aide aux pays africains pour empêcher les émigrants de mettre leurs plans à exécution. Des moyens de surveillance du territoire sont offerts ; peu à peu la fortification s'étend contre les humains en mouvement. Face à Frontex, l'organisation européenne pour la surveillance des frontières, les moyens des ONG, tel Migreurop, sont dérisoires. Informer, contacter des migrants qui sont passés par là, diffuser leurs interviews, faire circuler une caravane devant les sites de rétention, tout cela contribue à maintenir une information vivante. Dans toute l'Europe il y a des mouvements de soutien des sans-papiers. En Belgique, par exemple, 600 sans-papiers occupent environ 40 lieux avec le soutien actif des habitants. Des concerts, des débats, des soupers sont organisés autour de ces occupations par des comités fédérés dans le mouvement national de l'Assemblée des voisins. Aux Pays-Bas le mouvement s'est développé en particulier dans les ports où les sans-papiers occupent de grands hangars désaffectés.

Ce mouvement de soutien est aussi une prise de connaissance, un rapprochement, pour lutter contre la tendance politique dominante à la stabilisation, à l'ignorance organisée des raisons de bouger, des potentialités et de la parole libre de ceux qui bougent, une tendance par laquelle les immigrés sont les plus stigmatisés, mais qui touche tout un chacun. Les immigrés sont stéréotypés, re-nationalisés, assujettis aux politiques de communication qui constituent pour tous les nouvelles formes d'asservissement.

La généralisation de la violence semble l'aboutissement inévitable d'un tel traitement du désir. Ramenés à ce que les pouvoirs pensent

d'eux, au destin qu'ils leur donnent, les jeunes ne peuvent que ruer dans les brancards, secouer le joug par n'importe quel bout, administrer la preuve qu'ils vont mal, et éventuellement l'administrer en faisant mal. Cette transmission du mal vise tout ce qui passe à portée, et n'a pas nécessairement à voir avec les causes du mal, ou n'a que lointainement un trait commun. La violence augmente dans les cours de récréation des collèges en ZEP quand les télévisions et les radios parlent de loi contre l'immigration, de mesures d'expulsion contre les étrangers. Une violence qui s'exerce parfois contre des enseignants qui ne sont pour rien dans la production de la loi, mais dont les problèmes vont venir contribuer à la justifier.

Le consensus sécuritaire qui réunit les hommes politiques de droite comme de gauche dans le désir d'exclure définitivement les fauteurs de trouble dès leur plus jeune âge soulève une certaine révolte — plus de cent mille signatures à la pétition contre le zéro de conduite aux enfants de trois ans. Mais ce refus s'accompagne d'une demande de retour à l'état de choses antérieur ; il n'est plus question d'essayer de frayer quelque chose avec ces jeunes, de penser et de vivre ensemble des alternatives, d'approfondir les recherches des années 1970. Le consensus est bien là, le chœur des mères pragmatiques conduit par Ségolène Royal demande l'intervention de l'armée qui s'était déjà faite discrètement dans les opérations Ville-vie-vacances. La discipline républicaine pendant les révoltes de novembre 2005 a été sans faille ; aucune voix ne se lève pour demander l'amnistie des jeunes arrêtés malgré la vacuité des dossiers d'accusation. Les communes communistes qui ont adhéré au programme national de rénovation urbaine et à ses démolitions de HLM mal habités ne reviennent pas d'avoir été les premières visées par les émeutiers : pourquoi s'attaquer à des territoires si bien gérés ? L'intention répressive est bien partagée, elle résume aujourd'hui ce qu'on appelle officiellement la politique, l'art de gouverner comme art de protéger les bonnes gens, et de ne leur ouvrir aucune perspective.

La loi ainsi conçue, en contradiction complète avec le monde qui s'ouvre et qui bouge, devient inique. Il devient publiquement question de la violer, mais dans un texte qui confond tout, la loi Sarkozy sur l'immigration choisie et la loi comme lien entre les hommes. Un texte inapplicable a été signé par téléphone par des gens pressés qui ont aligné leurs noms de personnalités qualifiées sans prêter attention à ce qu'ils faisaient, preuve du prix qu'ils y attachaient. Les appels à la désobéissance civique se multiplient cependant, les actes aussi, et ils

conduisent à des sanctions dans le cas des faucheurs volontaires. Mais les repères disparaissent dans la fièvre réformatrice. Comment agir quand la loi sur l'immigration choisie indique un sens des choses auquel tout le monde répugne : l'interdiction de vivre en famille. Cette répugnance à obéir à la loi est alors généreuse. C'est l'inverse dans la résistance à la loi Solidarité et renouvellement urbain, qui donne à toutes les communes obligation de se constituer un parc logement susceptible d'accueillir les étrangers. Les réduits surprotégés comme Neuilly, qui mène cette résistance, commencent à être vécus comme de véritables nuisances : pourquoi des espaces aussi bien servis ne se doteraient-ils pas comme tout le monde des logements nécessaires à abriter leurs employés, congestionneraient-ils les transports en commun et pollueraient-ils l'air en exigeant toujours des migrations alternantes ? Comment un ministre de l'intérieur de la République française peut-il œuvrer au maintien d'un modèle territorial aussi ségréatif ?

La délinquance symbolique des communes qui refusent le logement social, c'est-à-dire d'accueillir des étrangers, se rachète sans difficulté. L'amende prévue par la loi votée sous un gouvernement de gauche est dérisoire. Honneur dans ce pays libéral à la personne ou l'institution qui a les moyens financiers de sa politique, fût-elle la pire. La politique est décentralisée, subsidiarisée. Il n'empêche que cela ne soulève aucun enthousiasme, sauf celui du parler vrai, dont on attribue même à gauche la capacité à Le Pen. D'après Fabius, Le Pen pose de bonnes questions mais propose de mauvaises réponses, comme si Marx puis Althusser ne nous avaient pas appris que l'art était dans la position de la question. L'action politique aujourd'hui, de quelque point qu'elle se formule, consiste à se protéger, sans plus ; l'action politique ne construit rien, et en demandant l'adhésion brutale, sans concession, elle détruit des milliers de projet de vie, des milliers de petites tiges divergentes qui doivent baisser la tête en attendant mieux. Le nanisme de l'action politique, sa visée défensive, parcourt tout le spectre des partis et s'étale, s'intensifie, plus on va vers la droite : mon projet pour vous a besoin que notre territoire nous soit réservé, que nous n'ayons pas à partager. De Sarkozy à Le Pen en passant par Villiers, on n'a pas besoin de faire de politique, on défend tout simplement, avec des nuances. Mais de l'autre côté aussi, syndicats en tête, on défend des acquis, pied à pied. L'imagination est loin d'être au pouvoir. La politique est pourtant entente sur les règles du partage, et la politique démocratique, le respect de l'égalité dans les règles de ce partage ; il serait temps que la gauche se ressaisisse.

Ceux qui veulent bouter les étrangers, ou en tout cas les sans-papiers, hors de France, n'ont aucun égard pour la totalité de l'humanité à laquelle s'adresse la Déclaration des droits de l'homme, et que vise la construction démocratique. Ils se fichent des déclarations internationales et constitutionnelles qui bordent notre histoire commune. Ils vaquent à leurs petites histoires privées qui les ont menés dans le gouvernement, ou dans la représentation nationale. Ils sont aux sommets malgré leurs manquements aux droits de base que ces hautes fonctions leur ont donné pour mission de défendre. Il est vrai qu'ils ne trouvent devant eux que piètre opposition, comme si leurs énoncés reflétant les réalités du passé avaient valeur de vérité dans la construction de l'avenir. Il faut s'occuper de sécurité, avoir le souci de soi, se soigner avant tout. Mais là où ils se trompent complètement, y compris pour eux-mêmes, c'est que le désir ne fonctionne pas comme cela, il se branche sur l'autre, l'animal, l'étranger, la femme, ou l'homme suivant les cas. Il vague. Et repris, réprimé, replié sur soi, transformé en pouvoir de nuire, il insulte, il frappe, il arrête. Du ministère de l'intérieur aux cours de récréation, un courant de méchanceté parcourt tous les étages de la société, et heureusement rencontre des courants latéraux différents, y compris au ministère de l'intérieur.

La société semble troublée, hésitante, éclatée en multiples nuances. Pour chacune, la caractéristique la plus claire semble le nom de son leader, une histoire politique spécifique. Toutes ont en commun le refus de la politique actuelle d'immigration, mais aucune ne se risque à proposer une autre politique. Tout le monde pense pourtant que c'est là que cela se joue.

Une multinationalité où l'on pourrait être français et algérien et malien, etc., circuler librement entre les pays, s'établir ailleurs quand on est d'ici, est-ce plus utopique qu'un revenu garanti? Est-ce si éloigné des pratiques qui se mettent en place spontanément ici et là?

Remplacer la colonisation, mouvement de conquête des territoires des autres au nom de notre supériorité, par l'immigration, mouvement d'attraction des autres sur notre territoire au nom de notre supériorité, ne suffit pas. La hiérarchie est maintenue. La souveraineté ne s'exerce plus sur les territoires mais sur leurs ressortissants immigrés. Le devenir commun n'est pas encore en construction, les catégories par lesquelles le définir sont à peine ébauchées. Le monde postcolonial tarde à prendre forme. Les histoires de l'immigration, les histoires postcoloniales sont à élaborer en commun, de part et d'autre des mers, dans le respect de la diversité des trajectoires d'autonomisation. La création

d'une cité des histoires de l'immigration semble aller en ce sens, mais il s'agit d'une cité nationale, pas de la cité internationale à venir. Comme l'a dit Amina Traoré, ancien ministre de la culture et du tourisme du Mali, à propos de l'ouverture du Musée des Arts premiers, tant que la libre circulation n'existera pas pour tous, l'asymétrie d'information persistera, le regard colonial maintiendra sa hauteur et son mépris.